

ment de ne présenter que des conventions que nous pouvions respecter intégralement – donc du danger qu'il y a à émettre des réserves à l'approbation de certaines conventions. C'est un élément très important, mais n'oublions pas qu'il y a eu beaucoup de recours et quelques condamnations qui touchaient essentiellement des points que nous avons acceptés sans trop de formalisme – parce que nous les considérons, naïvement peut-être, comme secondaires – et qui aujourd'hui donnent lieu à des interprétations partielles différentes des nôtres, que la Cour européenne a évidemment le droit de faire siennes, interprétations qui, MM. Bonny et Sager l'ont relevé, vont contraindre la Suisse à certaines révisions législatives à l'échelon fédéral comme à l'échelon cantonal.

Cela me permet de répondre immédiatement à la question de Mme Pitteloud relative aux lois sociales et à la Convention européenne que nous avons ratifiée et qui n'est pas appliquée. Tout d'abord, Madame Pitteloud, ne nous reprochez pas ce que nous étions dans l'incapacité de faire. La résolution du Comité des ministres date du mois de mars de cette année et elle ne pouvait donc pas figurer dans ce rapport.

Le Conseil fédéral est tout à fait conscient que les choses ne vont pas bien, qu'il y a encore une «Diskrepanz» réelle entre la Convention européenne sur la sécurité sociale, que nous avons ratifiée, et les lois sociales suisses, y compris toute une série de lois de contrats d'assurance privés. Nous pouvons vous donner les indications suivantes: il est vrai qu'une commission avait refusé d'entrer en matière, pour corriger ces textes, mais il y a eu une interpellation, il y a eu une motion de M. Rechsteiner, je crois, qui a été transformée en postulat et acceptée en tant que tel. Actuellement une commission du Conseil des Etats, qui s'occupe de la partie générale et de cette introduction, est saisie de cette affaire et devra se prononcer sur le problème de la réduction des prestations. Nous prenons note de vos remarques et nous les transmettrons au Conseil fédéral qui fera en sorte que le travail soit accéléré et que ce problème particulier soit traité. M. Bindi s'est livré à un large inventaire des conventions qu'il voudrait voir ratifier le plus rapidement possible. Vous avez dans le rapport une série d'explications. Ces conventions sont souvent de la compétence des cantons et il est par conséquent plus difficile d'obtenir un accord rapide mais, d'une manière générale, nous tenons à dire que les indications de priorité qui sont données correspondent soit à des consultations, soit à des études qui sont déjà en cours. Cela ne signifie pas, si des éléments nouveaux intervenaient, qu'ils ne puissent pas accélérer les propositions de ratification.

La réponse à M. Rebeaud a pratiquement été donnée par le président de la Commission des affaires étrangères en ce qui concerne la Charte européenne sur l'autonomie locale, qui n'est pas en vigueur et à laquelle les cantons ne s'opposent pas, mais demandent que nous attendions de manière qu'ils puissent aussi en mesurer les effets sur l'autonomie communale à l'intérieur de chacun des cantons. C'est un élément intéressant que la Suisse devrait cependant pouvoir ratifier rapidement.

Nous rappelons qu'en ce qui concerne le processus de ratification, le Conseil fédéral examine dans chaque cas concret la ligne à suivre, en tenant compte aussi des nécessités des consultations et de la consultation des cantons. Cependant, le Gouvernement fédéral n'est pas du tout hostile à la ratification du plus grand nombre possible de chartes européennes. Comme vous, nous considérons que le Conseil de l'Europe et ses conventions sont le seul moyen à notre disposition pour aboutir à une harmonisation du droit suisse avec le droit européen. Nous croyons tout de même pouvoir affirmer que, quelquefois, le Conseil fédéral a été plus courageux, plus rapide que le Parlement. L'exemple de la Charte sociale est assez probant à cet égard.

Revenons aux questions plus particulières concernant la ratification des trois conventions auxquelles ont fait allusion MM. Segond et Longet en particulier – mais la plupart des orateurs en réalité – concernant la reconnaissance des

titres. Il est vrai que la consultation des cantons avait abouti à un résultat négatif. N'oublions pas que ce n'était pas seulement en fonction des difficultés de reconnaître l'équivalence des titres mais encore d'une crainte, toute matérielle, de voir augmenter dans certaines universités déjà sureoccupées, le nombre d'étudiants en provenance d'autres universités, fussent-elles européennes. Ce que nous pouvons dire à ce sujet, c'est que les Communautés européennes ont pris des dispositions analogues à celles qui sont demandées, c'est-à-dire devant aboutir à la reconnaissance totale des titres délivrés dans les universités des pays de la Communauté, et cela pose automatiquement un problème aux universités suisses, car il y a aussi des étudiants de la Communauté et pas seulement des étudiants provenant des autres pays membres du Conseil de l'Europe dans nos universités. Il existe aussi la possibilité pour nos étudiants de se rendre dans les universités des pays de la Communauté et il y a peut-être plus grave, la possibilité d'échanger les professeurs, voire d'engager des professeurs étrangers en provenance de la Communauté.

Je crois que cette conjonction d'une part, de l'inquiétude générale et d'autre part, des décisions de la Communauté dans ce domaine particulier, vont automatiquement accélérer le processus. Nous pourrions, vraisemblablement, nous diriger assez rapidement vers une solution en ce qui concerne la ratification de ce type de conventions. M. Segond l'a rappelé, la Conférence des recteurs suisses s'occupe, sous la présidence de M. Guinand, de ce problème. La Conférence universitaire suisse, par la voix de son président, nous a déclaré en séance de la Commission des affaires étrangères du Conseil des Etats que ce problème l'intéressait, qu'il fallait maintenant absolument s'engager dans la voie d'une solution positive. Nous croyons donc pouvoir ainsi vous rassurer sur ce point.

En ce qui concerne la question posée par Mme Haller au sujet du protocole additionnel No 1 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme, nous rappelons simplement que si ce protocole n'est pas proposé à ratification, c'est parce que la majorité des cantons s'était très nettement prononcée contre cette ratification. Le Conseil fédéral lui-même n'y est pas opposé mais, puisque désormais un postulat a été déposé dans ce sens, nous attendrons de pouvoir l'analyser avant de nous prononcer au nom du Conseil fédéral.

Präsident: Die Kommission beantragt Ihnen, von den drei Berichten Kenntnis zu nehmen.
Ein anderer Antrag ist nicht gestellt. – So beschlossen.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

88.445

**Interpellation
der Kommission für auswärtige Angelegenheiten
Kampagne des Europarates.**

Nord/Süd-Interdependenz und -Solidarität

**Interpellation
de la Commission des affaires étrangères
Campagne du Conseil de l'Europe.**

Interdépendance et solidarité Nord-Sud

Wortlaut der Interpellation vom 29. März 1988

Der Europarat organisierte zusammen mit der Europäischen Gemeinschaft eine Kampagne über Nord/Süd-Interdependenz und -Solidarität, die Ende Januar 1988 eröffnet wurde

und Anfang Juni 1988 ihren Abschluss in einer europäischen Konferenz in Madrid finden wird. Die Kampagne soll die Aufmerksamkeit der Öffentlichkeit und der Behörden in den Ländern Westeuropas auf die wirtschaftliche, politische, soziale, ökologische und kulturelle Interdependenz zwischen dem Norden und dem Süden unserer Welt lenken und zur Einsicht beitragen, dass eine solidarische Haltung Europas gegenüber der Dritten Welt sowohl einer rationalen Notwendigkeit wie auch einem moralischen Gebot entspricht.

Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten möchte dem Bundesrat die Gelegenheit geben, vor dem Parlament seine Politik im Rahmen der Nord/Süd-Beziehungen darzulegen.

Texte de l'interpellation du 29 mars 1988

Le Conseil de l'Europe a organisé conjointement avec la Communauté européenne une campagne sur l'interdépendance et la solidarité Nord-Sud, qui s'est ouverte fin janvier 1988 et qui trouvera son point culminant avec une conférence à Madrid au début juin 1988. L'objet de la campagne est d'attirer l'attention du public et des autorités des pays d'Europe occidentale sur l'interdépendance entre le Nord et le Sud de la planète sur les plans économique, politique, social, écologique et culturel et les amener à comprendre qu'une attitude solidaire de leur part vis-à-vis des pays du tiers monde correspond à la fois à une nécessité rationnelle et à une obligation morale.

La Commission des affaires étrangères désire donner au Conseil fédéral l'occasion d'exposer devant le Parlement sa politique dans le cadre des relations Nord-Sud.

M. Maitre, rapporteur: L'interpellation de la Commission des affaires étrangères trouve son origine et sa justification dans les quelques faits suivants.

En avril 1984, lors de la Conférence de Lisbonne, fut décidé le principe d'une campagne Nord-Sud. Ses objectifs sont de sensibiliser la population sur l'interdépendance qui existe entre le Nord et le Sud, de bien montrer que Nord et Sud sont des partenaires, de promouvoir le dialogue et de renforcer celui-ci entre l'Europe et le tiers monde.

En septembre 1985, les délégués du Comité des ministres du Conseil de l'Europe ont décidé de lancer cette campagne. Cette dernière a eu lieu durant le premier semestre 1988 et se termine actuellement.

Sur le plan helvétique, le Département fédéral des affaires étrangères, respectivement la DDA, a chargé notre ancienne collègue, Mme Nanchen, de présider une commission suisse. Un certain nombre de projets spécifiques ont été développés qui tiennent à l'information, notamment sur les produits et les matières premières. D'autres projets ont été développés sur le plan de l'animation culturelle. Ensuite – et c'est l'un des objectifs du Conseil de l'Europe – il s'agissait de promouvoir de la manière la plus large possible les débats politiques.

La commission du Conseil national et celle du Conseil des Etats avaient demandé que le Conseil fédéral puisse, par une déclaration devant les Chambres réunies, exposer sa politique en la matière. Le bureau du Conseil des Etats, cependant, a donné à cette proposition un préavis négatif, de sorte que l'Assemblée fédérale ne s'est pas réunie sur ce sujet, alors que nous l'aurions souhaité. Il restait donc au Conseil national la liberté d'organiser comme il l'entendait un débat sur cette question fondamentale.

C'est la raison pour laquelle la Commission des affaires étrangères a rédigé et adopté l'interpellation que vous avez sous les yeux, qui est destinée à permettre au Conseil fédéral, par la voix du Chef du Département des affaires étrangères, de développer la politique de notre exécutif dans le cadre Nord-Sud.

Un tel exposé semble justifié à la Commission des affaires étrangères, compte tenu, d'une part, de l'importance du sujet. Le débat Nord-Sud est absolument capital, sur le plan politique, économique, culturel et tout simplement humain. D'autre part, il nous semble qu'un débat dans le cadre de

notre assemblée est également une façon de marquer notre attachement au Conseil de l'Europe puisque c'est à cette assemblée que revient l'initiative d'une telle campagne de sensibilisation au dialogue Nord-Sud.

Sager, Berichterstatter: Der Europarat wird den Völkern eher durch die Negative bekannt, wenn etwa der Gerichtshof für Menschenrechte gegen nationale Rechtssätze einschreiten muss. Er wird in seiner positiven Arbeit den Völkern wenig bekannt, weil sein positiver Einsatz in eine Gestaltung der nationalen Rechtsprechung umgesetzt wird und der Bürger dann nicht sieht, dass hier Initiative um Koordination des Europarates vorliegt. Das wird nicht genügend positiv verbucht.

Ab und zu gibt es immerhin Gelegenheiten, bei denen sich der Europarat profilieren kann. Diese Kampagne, die der Solidarität und der Interdependenz auf der Nord/Süd-Achse gewidmet ist, stellt eine solche Gelegenheit dar. Es geht um die wichtige Frage der Interdependenz und der Solidarität, um den Hinweis darauf, dass wir gegenseitig voneinander abhängen, weil Völker und Staaten als Folge des wirtschaftlichen Fortschrittes einander immer näher rücken, so dass wir dereinst eine globale Gesellschaft werden; deshalb müssen wir die Frage dieses Gemeinschaftsgefühls immer wieder vor den einzelnen bringen.

Die aussenpolitische Kommission hat beschlossen, eine etwas unübliche Interpellation einzureichen, einzig mit dem Zweck, dem Bundesrat die Möglichkeit zu geben, seine Haltung in dieser wichtigen Frage vor diesem Hause und damit vor der Presse bekunden zu können – zumal diese Kampagne nach Abschluss des ersten Semesters zu Ende sein wird.

M. Felber, conseiller fédéral: Nous sommes sensibles au fait que la Commission des affaires étrangères de votre conseil ait déposé cette interpellation.

Lorsque nous parlons du tiers monde, c'est toujours en termes d'aide, de soutien, et trop peu souvent en termes d'échanges et de dialogue.

L'idée de lancer une campagne européenne tendant à mettre en relief l'importance des relations entre les hémisphères nord et sud remonte à 1984. Elle a vu le jour à Lisbonne, dans le contexte d'une conférence parlementaire mise sur pied par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Le Conseil fédéral a accepté sans réserve de soutenir la commission chargée d'organiser en Suisse la participation à cette initiative européenne.

Il est heureux que la relation entre le Nord et le Sud soit, une fois au moins, vue dans un large contexte politique, économique, écologique, culturel, et non pas simplement comme une relation mesurée en termes d'aide.

La campagne nous a permis de réaliser encore mieux combien est forte l'interdépendance entre les pays européens et ceux du Sud. Ces derniers représentent la majorité des habitants de la terre, une population jeune, croissante, d'une très grande vitalité, et qui est naturellement animée d'aspirations légitimes à une vie moins difficile. Nous sommes de plus en plus affectés par ce qui se passe dans ces pays. La désertification du Sahel ou la destruction des forêts tropicales auront des conséquences globales sur les équilibres écologiques de toute la planète et nous toucheront aussi.

Sur le plan politique, l'interdépendance est de plus en plus visible. Nous sommes directement concernés par les conflits qui affectent tant de pays en développement, ces conflits résultant très souvent de tensions provoquées par une trop grande inégalité, par une trop profonde misère. Notre intérêt économique à ce qui se passe dans l'hémisphère sud est bien connu, puisque la Suisse est un des pays qui exportent proportionnellement le plus vers les pays en développement.

Enfin, l'intérêt culturel, que nous trouvons dans nos contacts avec les pays africains, asiatiques ou latino-américains a été souligné d'une manière très heureuse par la campagne organisée en Suisse par la commission qui avait

été désignée pour cette année dialogue Nord-Sud. Très nombreux ont été les Suisses, peut-être surtout – et cela ne peut que nous réjouir – les jeunes Suisses à manifester leur intérêt pour la littérature, les films, la musique, d'une manière générale la vitalité que nous apportaient nos visiteurs.

Qu'en est-il de la situation dans les pays en développement? Nous devons malheureusement constater qu'elle reste largement inacceptable et cela malgré des progrès substantiels accomplis depuis une génération. Beaucoup trop d'êtres humains vivent encore aujourd'hui dans des conditions incompatibles avec la dignité humaine. Des peuples entiers sont privés de liberté et de l'exercice des droits élémentaires de l'homme. L'endettement a brisé le développement de très nombreux pays, conduisant à un recul dans les conditions de vie déjà précaires des populations les plus défavorisées. Des iniquités sociales se perpétuent, parfois s'accroissent. Le chômage et le sous-emploi continuent de s'accroître, provoquant d'importantes migrations, avec leur lot de souffrances et de solitude. Les populations de nombreux pays sont à ce point démunies qu'elles doivent détruire leur environnement qui est pourtant la seule base de leur survie. Beaucoup de pays ne sont pas en mesure de tirer des avantages significatifs de leur participation au commerce international. Ils voient même leurs recettes d'exportation diminuer d'année en année.

Le Conseil fédéral est conscient de ses propres responsabilités et de celles de la Suisse devant cette situation. Il entend poursuivre une amélioration quantitative et qualitative de l'aide au développement de la Confédération. Il ne s'agit là cependant, que d'un des aspects de la contribution positive que la Suisse peut faire. La crise de l'endettement doit recevoir une solution qui permette aux pays pauvres de reprendre leur croissance, et cela revient finalement à dire que les remboursements de certaines créances pourraient être tout simplement illusoires.

Le Conseil fédéral a déclaré à plusieurs reprises qu'il entendait participer de manière appropriée à la recherche de solutions qui tiennent compte à la fois de cet impératif de croissance et de la nécessité de ménager les populations les plus pauvres. Le Conseil fédéral entend en particulier soutenir les mesures entreprises sur le plan international dans ce sens, qu'il s'agisse notamment de la mise à disposition de nouvelles ressources financières à des conditions de faveur, ou de la recherche de nouvelles solutions visant à réduire le poids de la dette. Le Conseil fédéral a récemment décidé de proposer aux Chambres fédérales la participation à la facilité élargie du Fonds monétaire international en faveur des pays endettés les plus pauvres pour un montant de 380 millions de francs environ.

Le gouvernement est également conscient des difficultés considérables rencontrées par les pays en développement dans l'obtention de recettes d'exportation adéquates. Le commerce est indispensable à ces pays. Il sert à compléter, à renforcer le processus de développement endogène, sans quoi aucun développement continu et à long terme n'est possible. Pour que leurs efforts dans le domaine des exportations soient couronnés de succès, les pays en développement ont besoin du soutien des Etats industrialisés. Ceux-ci peuvent y contribuer considérablement en maintenant ouverts leurs marchés. Le Conseil fédéral tient compte de ces considérations dans la façon dont la Suisse participe aux négociations commerciales internationales, en particulier à l'Uruguay Round du GATT.

Dans le cadre de la coopération suisse au développement, le Conseil fédéral participe à la stabilisation des recettes d'exportation des pays les plus pauvres. Il a par ailleurs l'intention d'intensifier ses activités de promotion des importations en provenance du tiers monde, et cela particulièrement dans le domaine des produits manufacturés, et non pas significativement en permanence des produits de matière première.

Enfin, le Conseil fédéral estime que la politique en faveur des droits de l'homme constitue un aspect essentiel des relations internationales, entend s'engager plus énergique-

ment dans ce domaine, notamment dans le cadre de la coopération avec les pays en développement. En cela, il veut aussi contribuer à lutter contre les causes, nombreuses sans doute, poussant tant de milliers de personnes à l'exil. La Confédération n'est que l'un des acteurs de notre relation avec les pays en développement. Nous l'avons souligné dans le rapport de mars 1987 sur notre expérience en matière de coopération au développement au cours des dix dernières années.

Bien plus importantes sont les relations que la Suisse entretient sur le plan des importations, des exportations, des investissements, des échanges personnels. Une campagne de sensibilisation telle que celle qui a été entreprise sous l'égide du Conseil de l'Europe devrait permettre à chacun, ou du moins au plus grand nombre possible de personnes, de mesurer plus que par le passé à quel point il est concerné, il a lui-même ses responsabilités. Les décisions des entreprises quand elles achètent, vendent, investissent, les décisions individuelles d'achat, de voyage, de contact, de tourisme ont chacune leur importance. Nous sommes convaincus que tous peuvent apporter leur part. Tous, surtout, nous pouvons apprendre à toujours voir plus dans les populations du Sud, non pas des quémailleurs, des demandeurs, mais d'autres êtres humains, avec lesquels nous partageons de manière inextricable un destin commun sur notre petite planète. Ce sont des partenaires qui non seulement attendent de nous des signes concrets de solidarité, mais qui attendent aussi de pouvoir nous apporter leur culture et leurs valeurs.

M. Maître: A la suite de la déclaration du Conseil fédéral, la Commission des affaires étrangères souhaitait l'ouverture d'un débat. C'est la proposition que je vous présente maintenant au nom de cette dernière.

Präsident: Wir stimmen ab.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion	offensichtliche Mehrheit
Dagegen	Minderheit

Mme Pitteloud: Dans sa réponse, le Conseil fédéral a souligné, à juste titre, l'importance de la notion d'interdépendance dans les relations Nord-Sud. Alors que les dernières décennies ont été dominées par la confrontation, je dirai même la polarisation Est-Ouest, nous sommes, nous aussi, convaincus que cette interdépendance Nord-Sud s'impose aujourd'hui à nous dans toute son acuité, notamment par l'irruption dans la vie quotidienne de notre pays des résultats les plus visibles des déséquilibres croissants que nous avons contribué à créer, sous la forme d'êtres humains qui fuient la faim, la violence et l'oppression sous toute ses formes. Cette irruption est un des aspects des évolutions catastrophiques dans ces relations Nord-Sud, évolutions qui nous concernent au premier chef.

Or, il nous semble que le constat établi par le Conseil fédéral sur ces évolutions est nettement en deçà de la réalité, mais que les faits eux, sont incontournables et parmi eux je citerais: le poids croissant de l'endettement sur les pays de l'hémisphère sud, la diminution constante des prix des matières premières, donc des termes de l'échange en défaveur de ces pays, les destructions graves de l'environnement, soit par nécessité, on pourrait citer ici l'exemple de Madagascar qui fait l'objet d'un article assez frappant du journal de la DDA ou soit encore, comme résultat de la croissance économique. Monsieur le Conseiller fédéral vous avez évoqué la destruction des forêts tropicales qui sont en effet endommagées à 50 pour cent, il faudrait aussi parler de l'extension de la pauvreté, de l'explosion des mégapoles qui a été étudiée par le BIT qui relève que cette urbanisation folle touche essentiellement les pays pauvres et porte en elle les germes d'une évolution dramatique et évoquer aussi ces trente millions de personnes en fuite que le nord espère

contenir par des politiques restrictives et anti-démocratiques.

Comme résultat de cette situation, on voit aujourd'hui les pays touchés vendre des parcelles de leur patrimoine ou de leur souveraineté pour faire face aux échéances financières qui les étranglent ou encore accepter, moyennant finances, de devenir les poubelles du monde industrialisé qui y rejette ses déchets toxiques.

Le Conseil fédéral reconnaît dans sa déclaration la responsabilité de la Suisse et c'est honnête. Mais il aurait pu en dire un peu plus sur la nature de ses responsabilités, afin de dégager plus clairement les réorientations politiques qui s'imposent. Il aurait pu reconnaître que, sous prétexte d'aide à ces pays dits en développement, nous avons surtout ouvert des marchés et proposé des modèles de vie et de consommation que ces pays n'avaient pas les moyens d'adopter eux-mêmes. On devrait reconnaître qu'il s'agissait plutôt d'aide aux entreprises des pays industrialisés.

Si l'on veut que ces pays se développent réellement, en particulier les pays africains, il faut leur donner le droit de se protéger transitoirement contre l'intrusion de nos produits et nous engager, nous aussi, en particulier dans le domaine crucial des échanges agricoles et industriels dans un processus d'ajustement structurel. Nous qui voulons faire l'exercice de l'intégration à l'Europe tout en préservant, par exemple, notre agriculture, ou encore d'autres particularités importantes pour l'équilibre de notre pays, pouvons-nous continuer à exiger de ces pays la poursuite brutale de leur intégration à tout prix à un système économique mondial qui leur est défavorable? Enfin, si nous souhaitons que notre politique d'aide au développement ne vise pas seulement à éviter des catastrophes humaines, écologiques et financières, il faut qu'elle devienne un placement pour notre avenir commun. Pour cela, il faut lui donner la priorité sur la politique économique extérieure. Actuellement, c'est loin d'être le cas, et les orientations de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures contrecarrent, voire annihilent les efforts de la DDA, ce que le rapport du Conseil fédéral de mars 1987 qui faisait le bilan de cette coopération au développement reconnaissait implicitement. Si nous voulons améliorer nos échanges en qualité et non seulement en quantité ou en volume, il nous faudra bien procéder à des modifications de ces interventions et privilégier l'avenir à long terme plutôt que nos intérêts à court terme.

Dans ce sens, les pistes qui sont proposées par le Conseil fédéral me paraissent trop peu concrètes, en particulier sur le problème de l'endettement. Il faudrait qu'en Suisse aussi on admette le caractère politique et non seulement financier de ce problème, qu'on admette qu'il ne se résoudra que par des décisions politiques courageuses, mais sensées. La France a proposé au sommet de Toronto un catalogue de mesures qui vont de l'annulation partielle de la dette à des rééchelonnements à des taux d'intérêt réduits. Ce sont des propositions insuffisantes puisqu'elles ne portent que sur la dette publique ou la dette commerciale garantie des pays africains les plus pauvres, mais ce sont des propositions qui ouvrent le débat. Et la Suisse, Monsieur le Conseiller fédéral? Si nous voulons réellement dialoguer avec le sud – comme vous le dites – pourquoi n'acceptons-nous pas de les écouter, pourquoi n'acceptons-nous pas la proposition d'une conférence internationale sur l'endettement faite par les pays concernés? Pourquoi au GATT, en 1987, à leur demande de négociations globales, avons-nous maintenu la discussion du «cas par cas»? Et si les banques suisses sont peu engagées sur le front de la dette, pourquoi n'utilisons-nous pas les possibilités concrètes qui existent de contribuer à des solutions, notamment par le biais de la garantie des risques à l'exportation ou par la prise de mesures qui visent à empêcher la fuite des capitaux vers la Suisse? Encore récemment, dans une question, M. Braunschweig relevait le fait qu'un livre intitulé «Fuite des capitaux et dettes du tiers monde» avait paru aux Etats-Unis et que dans ce livre la Suisse était qualifiée de plaque-tournante des capitaux en fuite, la plus connue et la plus importante, et qu'elle avait ajouté à cette crise puisqu'elle est le pays qui –

selon ce livre de M. Walter Ingo de New York – a le plus encouragé la fuite des capitaux. Faut-il vous rappeler le motif de la visite de Mme Aquino la semaine dernière? M. Braunschweig faisait deux petites propositions toutes simples: «Pourrions-nous signer des conventions avec les pays du tiers monde prévoyant que la Suisse accorde l'entraide judiciaire en cas de fraude fiscale?

Pourrions-nous engager la Suisse à fournir des informations en cas de fraude fiscale, ainsi que le prévoit un projet élaboré par l'OCDE?». Et en matière de défense des droits de l'homme aussi, nous pourrions cesser de nous cacher derrière l'universalité de nos relations pour entretenir des liens avec les pires dictatures et soumettre ces relations aux critères de défense des droits de l'homme, aux critères écologiques aussi.

Je rappelle ici aussi les incidences du débat que nous avons eu la première semaine sur nos exportations d'armes. Ce sont sur ces sujets concrets que nous aurions aimé entendre le Conseil fédéral.

Pour le reste, nous sommes bien évidemment d'accord de voir les relations Nord-Sud dans un contexte plus large, passer du concept d'aide au développement à celui de collaboration au développement et de projet commun de développement. Nous sommes conscients que nous avons, nous aussi, des problèmes de développement et que notre modèle est en crise. Nous nous trouvons également devant des problèmes d'identité. Je ferai allusion ici à un travail qui a été réalisé par la Commission nationale suisse pour l'UNESCO sur le thème de la xénophobie, et dans lequel il est relevé que «dans nos pays aussi, on assiste à un phénomène de mutations très rapides dues à la modernisation, que les individus, qui sont livrés à un développement politique et économique accéléré, sans possibilités de contrôle, ont des réactions qui les incitent à réactiver des valeurs communautaires réactionnaires, et que, pour endiguer, entre autres, la xénophobie, il faudrait qu'on donne aux individus les moyens de s'adapter à ces courants de modernisation ainsi que la possibilité de cultiver leur propre identité, de manière à ce qu'ils tolèrent mieux la culture des autres».

En conclusion, nous sommes convaincus que nous avons beaucoup à recevoir du Sud. Je citerai simplement un exemple. Dans le cadre de cette campagne, nous avons eu l'occasion de rencontrer des syndicalistes sénégalais et nous avons échangé nos points de vue sur les problèmes de nos systèmes sociaux respectifs. Il est étonnant de constater que, dans ce pays, la participation des femmes au Parlement est plus importante qu'en Suisse, et qu'il en est de même de la protection de la maternité. Ce qui était surtout frappant et qui pourrait être instructif, c'était de les entendre en ce qui concerne la résistance de l'Afrique face à la destruction de leurs structures sociales, notamment de la famille élargie, qu'ils ont d'ailleurs réussi à maintenir, malgré notre modèle. Il était également étonnant de voir l'apport de ce système de famille élargie en comparaison des problèmes résultant de notre système social éclaté et qui nécessite, à l'heure actuelle, des infrastructures sociales importantes et la multiplication de professions sociales.

Cela est un exemple qui nous permet de constater tout ce que nous pouvons recevoir et échanger avec ces pays, notamment dans le domaine culturel et social.

Frau Bär: Ich möchte dort anfangen, wo Herr Bundesrat Felber abgeschlossen hat, mit der Erkenntnis nämlich, die hoffentlich alle von uns teilen, dass wir unseren kleinen Planeten Erde mit der Menschheit in der Dritten Welt gemeinsam bewohnen und dass wir mit ihr auf vielfältige Weise verbunden sind. Dass wir verbunden sind, scheint klar zu sein. Aber fühlen wir uns mit diesen Menschen auch verbunden? Sprechen nicht die Tatsachen, die immensen Probleme der Entwicklungsländer, eine andere Sprache? Fühlen wir uns nicht vielmehr überlegen denn verbunden? Die Tatsache, dass wir jetzt die Entwicklungsländer als Müllhalde unserer Konsumwelt missbrauchen, zeugt von einer ganz anderen Haltung:

«Eins, zwei, drei, voll List und Tücke teilen wir die Welt in Stücke. Erste Welt – des Erdballs Zier –, klar: das sind natürlich wir. Zweite Welt, das sind die tristen, wirtschaftswunderlosen Kommunisten und was unters Limit fällt, na, das ist die Dritte Welt.» Die Frage, die wir hier besprechen, ist eine moralisch-ethische. Die Nord-Süd-Kampagne des Europarates muss deshalb vor allem zu einer selbstkritischen Ueberprüfung unserer eigenen Positionen, unserer eigenen Taten und Wertvorstellungen führen. Es kann etwas Grundlegendes nicht stimmen, wenn wir während Jahrzehnten Milliarden von Entwicklungshilfegeldern in die Dritte Welt geschickt haben und gleichzeitig die Massenarmut, die Arbeitslosigkeit, die Verelendung und damit die Flüchtlingsströme grösser sind als je zuvor. Die Lateinamerikaner sprechen übrigens von unserem Jahrzehnt als vom «verlorenen Jahrzehnt», weil sie sehen, dass sie 1990 gleich wenig zu essen haben wie 1980. Die interne Kluft innerhalb der Entwicklungsländer hat sich vielerorts verstärkt, trotz der schönen Zuwachszahlen, die wir für diese Länder publizieren. Die Zahlen des Bruttosozialproduktes können eben nicht herangezogen werden, um die Situation eines solchen Landes zu messen. Massstab ist vielmehr die Befriedigung der Grundbedürfnisse der Aermsten, das heisst, Grundnahrungsmittel zur Verfügung haben, medizinische Grundversorgung und auch Bildungsmöglichkeit. Nur wo das Volk lesen und schreiben kann, ist Teilnahme an politischen Entscheiden möglich. Die Völker in ihrer Armut belassen heisst auch, die diktatorischen Regimes in vielen Ländern stützen. Solange wir, das heisst die Schweizer Banken, weiterhin die Fluchtgelder ebendieser Diktatoren dankend annehmen, stützen wir die Fehlentwicklungen, zu denen auch massive Menschenrechtsverletzungen gehören. Jedes Jahr fliessen mehr Fluchtgelder aus Entwicklungsländern auf Schweizer Konten, als die Schweiz insgesamt Entwicklungshilfe leistet.

Solidarität heisst für die grüne Fraktion deshalb hier, griffigere Gesetze für die Banken machen. Die soziale Kluft zwischen den einzelnen Ländern und innerhalb der Länder fördert die Spannungen, und Spannungen werden um so eher mit Waffengewalt ausgetragen, je stärker die Militarisierung dieser Länder voranschreitet. Zu dieser Militarisierung haben auch wir mit unseren Waffenverkäufen beigetragen. Solidarität würde hier für uns heissen, andere Waffenexportbedingungen zu schaffen. Von der heutigen Weltbevölkerung leben nur 26 Prozent in den Industriestaaten. Sie aber verfügen über 78 Prozent der Produktion und gar über 81 Prozent des Energieverbrauchs. Dazu gehören auch wir. Dagegen leben über eine Milliarde Menschen der Dritten Welt in absolutem Hunger unter dem Existenzminimum. Täglich sterben nicht weniger als 40 000 Kinder an Hunger. Somit stellt sich wohl hier die zentrale Frage: Wie lange wollen wir unseren materiellen Reichtum noch vergrössern, obwohl wir wissen, dass die Entwicklung zum grössten Teil auf Kosten der Menschen in der Dritten Welt und auch auf Kosten ihrer Ressourcen sowie auf Kosten des weltweiten ökologischen Gleichgewichts geht? Oder anders gefragt: Darf der Welthandel nach dem Belieben und den Bedürfnissen der Industriestaaten gestaltet werden? Dürfen wir weiterhin bestimmen, welche Ware die Entwicklungsländer zu welchem Preis in welcher Menge abliefern dürfen und umgekehrt, welche Ware zu welchem Preis der Schwächere in diesem Handel zu kaufen hat? So stand denn am Anfang der heutigen Schuldenberge der Dritten Welt die Devise der Industriestaaten «Kaufe heute, bezahle morgen». Heute sind die meisten Entwicklungsländer so stark verschuldet, dass die harten Auflagen des Internationalen Währungsfonds zur Schuldentilgung den grössten Teil der Bevölkerung in noch grössere Armut treiben. Letztes trauriges Beispiel ist Brasilien, wo es jetzt heisst: exportieren statt essen. Zur Schuldentilgung wird das fruchtbarste Land grossflächig zum Anbau von Exportgütern gebraucht, den Einheimischen fehlt der Boden zur Anpflanzung der eigenen Lebensmittel. Hier muss ich eine wichtige Einschiebung machen, eine Tatsache erwähnen, von der Bundesrat Felber nicht gesprochen hat. Die Aermsten unter den Armen dieser Welt sind

Frauen. Uno-Zahlen belegen es. Zwei Drittel der Arbeit auf der Welt wird von Frauen geleistet. Sie haben aber nur einen Zehntel des Einkommens. Sie erzeugen die Hälfte der Lebensmittel, besitzen aber kaum Boden für ihre eigene Versorgung. Der «Fortschritt», den in diesen Ländern einzuleiten wir mitgeholfen haben, hat ihnen noch mehr Lasten aufgebürdet. Die wegen der Verschuldung forcierte Exportproduktion verlängert ihre Feldarbeit. Abholzung und Bodenerosion machen Beschaffung von Brennholz und Trinkwasser immer zeitaufwendiger. Ich bitte deshalb den Bundesrat, diesem Aspekt bei seiner Hilfe, bei seinen Projekten ganz besondere Aufmerksamkeit zu schenken.

Die Schweiz steht punkto Handels- und Finanzbeziehungen mit den Entwicklungsländern in einer Spitzenposition. Wir haben deshalb eine ganz spezielle Verantwortung. Die grüne Fraktion bittet den Bundesrat, sich in allen zuständigen Gremien für einen Schuldenerlass der Aermsten einzusetzen. Die gleiche Verantwortung haben die Multis; und viele Multis sind in der Schweiz angesiedelt, die den Rohwarenmarkt, der für die Entwicklungsländer lebenswichtig ist, stark beherrschen. Wenn wir die Situation der Menschen in der Dritten Welt wirklich und nachhaltig verbessern wollen – denken wir daran: der Süden ist viel, viel grösser als der Norden –, dann müssen wir aufhören mit unserer Mentalität «die andern sollen so werden wie wir».

Der so gepredigte Internationalismus ist in Tat und Wahrheit ein Neokolonialismus. Solidarität heisst für uns: den Monopolabbrechen und einen echten Dialog aufnehmen.

Bonny: Die FDP-Fraktion begrüsst die Gelegenheit zur Aussprache über das wohl brennendste Problem unserer Welt, das Problem Nord/Süd. Wir kennen als eine der Konstanten unserer Aussenpolitik das Prinzip der Solidarität. Diese verdient nur dann ihren Namen, wenn wir bereit sind, positiv zu Massnahmen zu stehen, die der Dritten Welt zugute kommen. Wir haben schon früher erklärt, dass wir auch bereit sind, dabei in noch verstärkterem Masse mitzumachen.

Es geht, wie gesagt, um eine existentielle Frage. Wir müssen eingestehen, dass sich das Nord/Süd-Gefälle im Laufe der letzten Jahre in der Welt noch verschärft hat. Ich will nur auf zwei Probleme hinweisen, die in letzter Zeit noch deutlicher in Erscheinung getreten sind.

Ich denke an die Verschlechterung der Situation auf dem schwarzen Kontinent, in Afrika. Tatsache ist leider, dass sich in Afrika die ökonomische und die soziale Lage in den letzten Jahren in den meisten Ländern – also nicht nur in Einzelfällen – noch verschlimmert hat. Wir begrüssen daher, dass am Wirtschaftsgipfel in Kanada soeben beschlossen wurde, punkto Schuldenerlass noch mehr zu tun. Es ist das sicher ein gewichtiger Schritt; er ist absolut unerlässlich.

Ein zweites Moment, das sich nun in den letzten Jahren in der Nord-Süd-Problematik als gravierend herauskristallisiert hat, ist die Frage der demographischen Entwicklung. Ich weiss, es ist ein ganz heisses Eisen; trotzdem treten wir dafür ein, dass man, auch im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit, auf dem Gebiete der Geburtenplanung mehr tun muss. Wir haben nicht etwa das chinesische Modell der Ein-Kind-Familie vor Augen. Wenn man aber eine Besserung der Situation herbeiführen will, kommt man an der Inangriffnahme des heiklen Problems der Bevölkerungsplanung ganz einfach nicht mehr vorbei.

Ich will nicht im Detail auf die Ausführungen, vor allem von Frau Bär, eintreten. Ich bin – mit meiner Fraktion – der Meinung, dass uns eine Polarisierung zwischen Wirtschaft einerseits, so wie wir sie in Westeuropa und anderen Industrienationen verstehen, und den Problemen der Dritten Welt andererseits nicht weiterbringt.

Ich finde es sehr gut, dass man nun nicht mehr von Entwicklungshilfe, sondern von Entwicklungszusammenarbeit spricht. Zwischen Industrie- und Entwicklungsländern bestehen in der Tat – vor allem mittel- und langfristig betrachtet – wechselseitige Abhängigkeiten. Die einen brauchen praktisches und technisches Wissen, Kapital- und Investitionsgüter, die anderen Rohstoffe und Energie. Die Entwicklungszusammenarbeit liegt im Interesse beider Sei-

ten. Damit sie aber langfristig effizient und glaubwürdig ist, bedarf es einer ständigen, fachkundigen Durchleuchtung und Begleitung der Konzepte und der praktischen Ueberprüfung durch das Parlament und durch verwaltungsunabhängige Erfolgskontrollen. Das ist gerade in der Schweiz wichtig.

Wir haben ja in der vorangegangenen Diskussion zur Europapolitik auf die Bedeutung der Abstützung unserer Aussenpolitik auf die Innenpolitik hingewiesen. Ich bin überzeugt: Wenn einmal im Volk wirklich die Ueberzeugung besteht, dass die Entwicklungsgelder effizient eingesetzt werden, wird auch die Bereitschaft, noch in stärkerem Masse in dieser Richtung zu wirken, schlagartig besser werden.

Vorrangig bleibt aber in diesem Kampf um die Bewältigung der Probleme in der Dritten Welt der Kampf gegen die Armut. Unsere Hilfe und Zusammenarbeit soll die armen Länder in die Lage versetzen, sich selber besser zu helfen. Es kommt also hier auch zu einer Auswahl der Länder und der einzelnen Hilfsprojekte. Es hat keinen Sinn, dass wir einfach das Geld verstreuen, sondern wir müssen Schwerpunkte im Rahmen unserer Projekte schaffen, damit die Mittel wirklich zum Tragen kommen. Ebenso klar ist, dass es vor allem auch darum geht, die Voraussetzungen zu schaffen, in jenen Ländern die Fähigkeiten zur Selbstentfaltung zu fördern. In Staaten mit Ansätzen – ich betone: mit Ansätzen – zu einer marktwirtschaftlichen Politik und entsprechend ausgerichteten Entwicklungskonzepten hat unsere Hilfe mittel- und langfristig die besten Aussichten auf Erfolg. Damit möchte ich nicht sagen, dass man in anderen Ländern – es gibt solche –, in denen nicht einmal diese Ansätze vorhanden sind, überhaupt nichts machen soll. Wir müssen aber einfach sehen, dass dort, wo die Bereitschaft zur Selbsthilfe vorhanden ist – und das soll auch im Rahmen der Gatt-Runden gefördert werden –, die Voraussetzungen besser sind, dass unsere Hilfe zum Tragen kommt.

Zum Schluss eine vielleicht etwas kritische Bemerkung zur Nord/Süd-Kampagne des Europarates, und zwar zu einem Punkt, den ich eigentümlicherweise in dieser Kampagne vermisste. Wir müssen aufpassen, wenn wir von Nord/Süd reden, dass wir nicht nur an das Problem der Dritten Welt, beispielsweise an Afrika, Mittelamerika, Südamerika und gewisse Teile von Asien, denken. Es gibt auch ein Nord/Süd-Gefälle in Europa selber. Das ist eine Problematik, die auf uns zukommt, mit Blick auf 1992, auf die Oeffnung des EG-Binnenmarktes. Ich bin vollends überzeugt, dass das ein ganz wichtiger Punkt sein wird in diesen Verhandlungen. Auch bei uns muss eine Bereitschaft bestehen, den europäischen Süden nicht aus den Augen zu verlieren. Hier bieten sich vielleicht Verhandlungsmöglichkeiten, um später zu konkreten Resultaten mit der EG zu kommen.

M. Grassi: Le groupe démocrate-chrétien prend acte avec satisfaction de la déclaration du Conseil fédéral.

Il est dans l'esprit de notre politique étrangère de soutenir toute action de solidarité avec les pays du tiers monde et de faire comprendre à notre population que le destin des autres peuples est aussi le nôtre, que nous ne vivons pas isolés dans un monde en évolution et que nous devons partager un peu de notre bien-être avec les autres: les femmes, les hommes, les enfants moins favorisés de ce monde.

Ce n'est pas seulement un sentiment chrétien, mais aussi d'altruisme qui est le contraire de l'égoïsme. Pour ces considérations, le groupe démocrate-chrétien soutient toute mesure qui vise à réduire l'écart qui nous sépare des pays défavorisés où qu'ils se trouvent. Nous constatons depuis quelques années que le fossé, qui sépare le nord et le sud, s'est élargi et menace de devenir un abîme insurmontable. Le nord a consolidé sa position, déjà florissante, tandis que le sud n'a pas réussi à améliorer son état, à part quelques exceptions louables.

Il ne s'agit pas ici de trouver des coupables, de classer les peuples et les gens en bons et mauvais, d'indiquer des responsables et des victimes. Tous et chacun ont à accepter une partie de responsabilités et à partager les efforts et les sacrifices. C'est là l'aspect éthique de la question, comme le

font observer plusieurs documents du Saint-Siège et notamment la dernière encyclique de Jean-Paul II, une éthique de survie qui repose sur la solidarité de tous. C'est ainsi qu'il ne faut pas se limiter uniquement à l'aspect économique.

La question sociale est beaucoup plus complexe. En effet, il faut tenir compte des différences de culture, entre autres de l'analphabétisme, de la carence d'éducation et d'instruction, des traditions et des moeurs, des différences de priorité et de valeur dans la vie de ces peuples où une poignée de riz compte plus que les droits démocratiques et également des différences dans la structure sociale. Il faut apprendre à apprécier ces éléments pour mieux comprendre les situations parfois extrêmes tant entre les pays pauvres qu'à l'intérieur même de ces pays.

Le développement a certainement une dimension économique importante et nécessaire qui a pour but de procurer le travail et les biens indispensables aux habitants des nations les plus pauvres du monde. Mais ce n'est pas tout. Si nous ne tenons pas compte aussi des dimensions culturelles, sociales, politiques, des retombées sur l'environnement, nous, et j'entends par nous tant les pays du nord que ceux du sud, nous n'apporterons aucune contribution à la solution du problème. Nous devons être prêts à adapter nos idées et nos stratégies aux changements rapides et à l'évolution dans le monde d'aujourd'hui. L'interdépendance entre le nord et le sud n'existe donc pas seulement au niveau de pays et de peuples. Elle touche aussi à toute manifestation sectorielle de développement dans le pays même.

Dans cette optique, la solidarité devient un élément de co-responsabilité des gouvernants et des peuples des pays économiquement forts ainsi que des gouvernements et des peuples des pays en voie de développement qui tous et chacun doivent entreprendre des efforts pour promouvoir le bien-être de leurs habitants et éviter tout comportement qui pourrait porter atteinte à la situation interne des pays pauvres.

Cette interdépendance provoque aussi des effets négatifs tant dans les pays pauvres que dans les pays évolués. Comme l'a relevé M. Bonny, le nord a aussi son sud, le sud a aussi son nord. Les pays évolués aussi sont confrontés avec des problèmes de sous-développement qui se manifestent par le chômage, le manque de logements, la solitude et l'abandon.

Il faut aussi y penser si nous voulons envisager dans toute son ampleur la dimension humaine de la lutte contre la pauvreté et en faveur de la dignité humaine. Nous ne devons pas oublier que l'Europe, elle aussi, a ses régions sous-développées et que notre solidarité doit se manifester également envers l'Europe qui cherche à devenir une entité unique tant sur le plan économique que sur le plan politique. Elle devra faire encore d'énormes progrès pour intégrer dans la communauté des peuples les régions moins favorisées du bassin méditerranéen. Dans ce but, il faut que nous apportions notre contribution concrète tout en manifestant notre solidarité envers les peuples qui en ont besoin, car l'homme ne peut pas être totalement libre s'il est contraint de vivre sans dignité et dans la misère.

M. Rohrbasser: Le groupe de l'Union démocratique du centre se rallie à l'initiative de la campagne Nord-Sud et se réjouit des décisions prises par le Conseil fédéral dans ce domaine.

Mieux connaître et mieux comprendre les problèmes qui se posent aux pays pauvres et, partant les conséquences à l'égard du nôtre, voilà une initiative hors des chemins battus, qui nous sort un peu des leçons de morale et nous évite de nous ériger en censeur de tout poil prodiguant des conseils empreints de l'esprit du vieux continent.

Il sied tout de même de relever qu'il n'existe pas de modèle qui soit d'inspiration libérale ou socialiste, ces deux adjectifs pris au sens large du terme, capable d'apporter la solution «clés en main» aux gigantesques problèmes qui se posent aux pays pauvres. En revanche, nous disposons des leçons des trente dernières années. L'unité du tiers monde,

l'unité dans la pauvreté j'entends, a quand même volé en éclats sous un certain angle.

Sur les trois continents, des pays ont progressé à un rythme inconnu jusqu'à maintenant. D'autres ont stagné, voire régressé. Cette diversité montre que les jeunes nations du tiers monde n'entrent pas dans la sphère du développement avec un bras lié derrière le dos. Il existe, par exemple, des pays inconnus au hit parade des catastrophes, et là il serait intéressant de faire des comparaisons entre régimes politiques et sous-développement.

Sait-on que le Kenya a traversé une période de sécheresse aussi dramatique que celle que l'Éthiopie a connue de 1981 à 1985? Malgré des caractéristiques physiques et climatiques semblables, le premier a parfaitement surmonté cette épreuve, tandis qu'on comptait des centaines de milliers de morts dans le second. Il faut, là aussi, tirer des conclusions. La dernière famine en Inde date de 25 ans. Maintenant, ce pays produit une forte quantité de céréales, alors qu'elle a connu et qu'elle connaît encore des aléas climatiques aussi graves que dans le Sahel. Je dis bien que si les problèmes de disette dans le sous-continent indien sont loin d'avoir disparu, du moins existe-t-il la possibilité de les réduire. On ne peut distribuer que lorsque l'on produit.

L'histoire de notre temps nous montre que les pays qui progressent sont ceux qui s'ouvrent au monde et aux cultures extérieures. Le repliement sur soit conduit à l'échec. Imputer au passé colonial, au système économique mondial, la responsabilité de l'essentiel des problèmes du tiers monde, c'est se condamner aussi à ne pas comprendre les paramètres du sous-développement et donc à ne pas pouvoir agir sur celui-ci.

Le développement est avant tout un problème de société, c'est un processus de longue durée, mais ce développement est lié à l'accroissement progressif de la prospérité économique, certes toujours conflictuelle avec les idéologies, et cela doit aller jusqu'à prendre des sanctions contre son propre gouvernement, ses autorités, par le biais du suffrage populaire – cela n'est rien d'autre que la démocratie – et non pas par celui des révolutions. Talleyrand disait que la révolution était du fumier retourné. Si l'on prend du fumier et qu'on le retourne, on aura toujours du fumier et rien d'autre. Par conséquent, l'apprentissage de l'autodétermination est également essentielle pour ces pays-là.

Après avoir déteint en bien ou en mal sur ces pays, avec nos différentes options, apportons-leur ce qu'il y a de plus précieux, après le respect de leur identité et les éléments de leur survie, l'apprentissage de la démocratie et les valeurs qui en découlent.

Frau Grendelmeier: Auch die LdU/EVP-Fraktion begrüsst es in aller Form, dass in diesem Rat je länger desto mehr über aussenpolitische Themen diskutiert wird und dass wir gerade heute Gelegenheit haben, öffentlich über unser kleines Land in der Welt nachzudenken. Eine Diskussion, wie wir sie heute führen, scheint mir deshalb von Bedeutung zu sein, weil uns dadurch einmal mehr – und ich hoffe immer deutlicher – bewusst wird – bewusst werden müsste –, dass die Schweiz keine Insel ist. Wir sind nicht nur ein Teil des europäischen Raumes, sondern mit diesem Europa ein Teil jenes Nordens, der heute zur Debatte steht, der zur Verantwortung gezogen wird und der aufgefordert ist, seine Beziehung zum Süden, zu den Entwicklungsländern, zu überprüfen. Somit müssen wir uns klar werden, dass wir ein fest vernetzter Teil dieser Welt sind. Ich weiss, dass ich damit keine weltbewegende Erkenntnis zutage fördere, aber es fällt uns offenbar immer furchtbar schwer – auch 1988 noch – einzusehen, was eigentlich eine Banalität ist.

Die europäische Kampagne Nord/Süd, die diesen Monat zu Ende geht, ist bestimmt ein hoffnungsvolles Unternehmen. Wir müssen uns aber klar darüber sein, dass es erst ein winziger Schritt in Richtung jenes «dauerhaften Bewusstseins über die Interdependenz zwischen Nord und Süd» ist, wie es in der Uebersicht des Aktivitätsprogramms heisst. Die Kampagne hat sich viel vorgenommen. So sollen wir uns mit gewichtigen Problemen wie internationalem Handel und

Verschuldung, Rohstoffen und Umwelt, soziokulturellen Beziehungen und Beschäftigungen und Entwicklungshilfe befassen. Damit sind alle Probleme aufgeführt, die die Beziehung Nord/Süd betreffen bzw. belasten.

Eine Kampagne, die sich soviel vornimmt, könnte damit leicht Gefahr laufen, eine Alibifunktion auszuüben. Es ist doch wohl niemand, auch nicht die Initianten dieser Kampagne, der Ansicht, dass damit – mit durchaus begrüßenswerten Einzelaktivitäten – auch nur ein einziges Problem zu lösen ist. Aber dadurch, dass diese Kampagne läuft und in den Medien ein (ich gebe es offen zu) ziemlich mässiges Echo gefunden hat, könnte das Thema von vielen als erledigt abgehakt werden. Das wäre sehr gefährlich. Sinn und Auftrag dieses geforderten «dauerhaften Bewusstseins», dieses «Dialoges und gegenseitigen Verständnisses» müssten unseres Erachtens dazu führen, dass wir unsere Rolle beim Zustandekommen all der aufgelisteten Probleme ernsthaft in Frage stellen. Wir sollten aus dieser Grauzone von bilateralen oder einzelnen Verträgen heraustreten und den Mut haben, öffentlich darüber zu diskutieren und, wo notwendig, auch schmerzhaft Aenderungen unseres Verhaltens in Kauf zu nehmen. Diese Aenderungen sind, glauben Sie mir, notwendig.

Allem voran stehen unseres Erachtens der internationale Handel und die Verschuldung. Wir kommen wohl kaum darum herum, uns die Frage gefallen zu lassen, ob in den letzten Jahrzehnten die Entwicklungshilfe für den Süden nicht in erster Linie als Wirtschaftshilfe für den Norden missverstanden wurde. Zur Illustration möchte ich ein Beispiel nehmen, das im Moment so gut in die Saison passt: wir alle freuen uns auf unsere Ferien. Ich möchte als Beispiel den Tourismusbereich herausgreifen, vor allem, weil er uns alle betrifft und weil wir keine Gelegenheit haben, uns mit diesem Problem als abstrakter Grösse zu befassen. Sicher, der Tourismus bedeutet für gewisse Gebiete die möglicherweise einzige Einkommensquelle. An und für sich wäre er demnach begrüßenswert, weil er die Lebensbedingungen von gewissen Bevölkerungsschichten in gewissen Ländern tatsächlich verbessert.

Sind wir uns aber auch bewusst, was der Tourismus angerichtet hat und nicht anzurichten aufhört? Ich rede in einem Land, wo Tourismus kein Fremdwort ist. Auch wir müssen uns fragen, was wir mit unserem Land angerichtet haben. Abgesehen von den irreparablen Naturverschandelungen exportiert der Tourismus die Lebensweise einer überaus verwöhnten und übersättigten Konsumgesellschaft in eine Welt, deren Menschen um das nackte Ueberleben kämpfen. Drei Beispiele: Was soll z. B. ein afrikanischer Kellner denken, der einem Schweizer Gast einen Whisky bringt, der mehr Geld kostet, als er und seine Familie für eine ganze Woche zum Leben haben? Oder was soll die indische Bevölkerung davon halten, wenn sich die weissen Gäste in einem Swimming-pool vergnügen und sie selber das Trinkwasser kilometerweit auf dem Kopfe in einzelnen Gefässen nach Hause schleppen? Oder wie soll ein Einheimischer in der Tourismusbranche ahnen, dass Ferien auch für seinen Gast eine Ausnahme-situation bedeuten; dass es die sogenannten «schönsten zwei Wochen» sind, die er sich zu Hause – z. B. in Zürich oder Umgebung – mühsam hat erarbeiten müssen? All das kann der Einheimische nicht ahnen! Vom sogenannten Sextourismus ist wohl ganz zu schweigen, der meines Erachtens auf die arroganteste und zynischste Weise unsere Herrschaftsansprüche auf den Süden in der Form von Neokolonialismus darstellt.

Sind wir uns bewusst, welches Bild, welchen Eindruck wir vermitteln, wieviel einheimische Kultur wir zerstört haben und weiter zerstören? Auch dieser Schaden ist irreparabel! Wir überziehen die Welt mit unserem Christbaum, mit unserer Einheitszivilisation von Disco, Coca Cola, von Swimming-pools oder airconditionierten Betonblöcken, von Hotels. Ganz abgesehen davon, dass der Tourismus ein ausserordentlich krisenanfälliges Gewerbe ist. Wir wissen alle, dass zuerst die Reisen gestrichen werden, wenn es im Norden irgendwo im Gebälk raschelt. Aber den Preis dafür bezahlt der Süden bzw. die Entwicklungsländer.

Ich betone noch einmal: Der Tourismus ist nur ein einziges Beispiel. Frau Bär hat uns sehr wohl eine Palette präsentiert, mit welchen weiteren Problemen wir es noch zu tun haben. Aber ich wollte dieses Problem herausgreifen, weil keiner in diesem Saal sagen kann, er wäre nicht in irgendeiner Form daran beteiligt.

Es soll illustrieren, in welchem Ausmass wir alle zu diesem immer steiler werdenden Gefälle zwischen Nord und Süd beitragen und wie Entwicklungszusammenarbeit mit Wirtschaftshilfe für den Norden verwechselt wird. Wir werden übrigens im nächsten Geschäft über die nukleare Zusammenarbeit mit Australien und China noch eine neue bedenkliche Verhaltensweise zu diskutieren haben: den Export von gefährlichem Atommüll in Länder, die vorderhand noch bereit sind, den für uns nicht verdaulichen «Dreck» gegen gutes Geld entgegenzunehmen. Auch das ist von höchst verantwortungsloser Kurzsichtigkeit.

Was soll diese Kampagne? Sie soll laut eigener Aussage zu einer gemeinsamen Zukunft führen, in der nicht mehr die Frage im Vordergrund stehen darf: «Was nützt sie uns?» oder «Wo profitieren wir?» Die Antwort auf eine solche Frage führt zwangsläufig in eine Sackgasse, in der wir uns zum Teil bereits befinden, nämlich zur Verschuldung der Entwicklungsländer und nicht zuletzt zum Flüchtlingsstrom. Wir müssen die Entwicklungshilfe als selbstverständliche Partnerschaft praktizieren und uns bemühen, ohne Seitenblick auf das eigene Portemonnaie diese sozialen Probleme der Entwicklungsländer an Ort und Stelle zu lösen. Wir müssen auch einsehen, dass ein Einkommensausgleich für den Norden von höchster Bedeutung ist. Nur so können wir verhindern, dass immer mehr Menschen als sogenannte Wirtschaftsflüchtlinge aus dem Süden ins nordische Paradies kommen und bei uns allenfalls Probleme verursachen, über die wir uns dann lauthals und wehleidig beklagen und die meines Erachtens höchst gefährliche rassistische Reflexe wachrufen.

Was soll unseres Erachtens konkret geschehen, um diese Kampagne nicht einfach als gut gemeinte Veranstaltung zur Beruhigung unseres eigenen Gewissens im Sand verlaufen zu lassen? Abgesehen von einer massiv verstärkten kulturellen Zusammenarbeit hat Priorität Nr. 1 ohne Zweifel die Lösung des Verschuldungsproblems, wobei es vermutlich nicht genügt, die Zinsen zu senken. Wer heute früh Radio gehört hat, weiss, dass der Wirtschaftsgipfel in Toronto diese Möglichkeit ins Auge fasst. Meines Erachtens reicht das nicht. Denn auch tiefere Zinsen würden dazu führen, dass die Schuldnerländer so überfordert wären, dass sie dadurch weiterhin ihre eigene Substanz unterhöheln. Ich gebe nur zwei, drei Stichwörter: Tropenwälder, Monokulturen von Luxusgemüsen und -früchten für den Norden, für den Export usw.

Hingegen müssen wir uns in diesem Land, im Land der Banken, ernsthaft überlegen, ob wir uns nicht für einen Schuldenerlass entscheiden müssen – nicht wollen, sondern müssen! Dieser Schuldenerlass müsste mit der Auflage verbunden sein, dass gewissermassen als Gegenleistung dafür die Entwicklungsländer z. B. keine Tropenwälder mehr abholzen. Damit würden wir an einen Schuldenerlass Bedingungen knüpfen, die die Entwicklungsländer vor sich selber schützen, vor ihrer Versuchung, durch Ausbeutung ihrer Wälder Wirtschaftshilfe für den Norden zu betreiben. Die Entschuldung ist also nur zum Teil ein finanzielles Problem. Was not tut, ist ein politischer Entscheid aufgrund der Einsicht, dass wir im Norden nur dann überleben, wenn wir mit dem Süden und nicht gegen den Süden handeln.

M. Eggly: Le groupe libéral a commis une faute d'appréciation. Il ne pensait pas prendre la parole dans ce débat tant il lui semblait que l'affaire allait de soi, que l'objectif proposé par le Conseil de l'Europe était un objectif capable de tous nous rassembler. Toutefois, certaines choses qui ont été dites ici nous paraissent justifier une mise au point, et notamment les propos tenus par les porte-parole du groupe socialiste et du groupe écologiste.

Nous ne croyons pas que, dans l'affaire du développement

et dans la question des relations nord-sud, nous ayons ou que les pays en développement aient un quelconque intérêt à ce que l'on transpose sur eux et à leur adresse nos propres allergies à l'économie. Or, nous avons très bien senti, au travers de certains propos, qu'il y a une sorte de «report» psychique sur ces pays de la part de ceux qui, habituellement d'ailleurs, sont opposés à l'économie libérale dans notre pays. Nous ne croyons pas non plus qu'il faille prendre à la lettre le critère des dictatures et des droits de l'homme pour ce qui est de la coopération au développement. Nous savons tous qu'il y a malheureusement sur cette planète une faible minorité d'Etats qui respectent les droits de l'homme, et que les dictatures, qu'elles soient d'extrême-droite ou d'extrême-gauche, fleurissent dans les pays du tiers monde. Qu'il s'agisse du Nicaragua ou du Zaïre, on est très éloigné des critères helvétiques. Par conséquent, il faut que nous pratiquions, en matière de coopération au développement, l'universalité qui est de mise, de manière générale, dans nos relations économiques avec tous les Etats du monde, à condition bien entendu d'en contrôler l'efficacité et les prolongements.

Nous sommes évidemment d'accord avec ceux qui ont attiré notre attention sur d'affreux gaspillages; nous n'admettons pas non plus que l'on puisse déverser nos déchets industriels dans des pays du tiers monde parce que certains gouvernements de ces pays seraient d'accord. Nous devons trouver d'autres solutions et nous sommes responsables jusqu'à leur destruction des déchets produits par notre industrie. Là encore, seule une entente, une coopération, peut être efficace.

Nous croyons que l'avenir des pays sous-développés se situe dans le cadre d'une entente et d'une organisation des relations entre pays développés et pays en voie de développement, un peu dans l'esprit de ce qui vient d'être proposé à Toronto par les chefs d'Etat des pays les plus industrialisés du monde. Mais il faut avoir une vision économique globale, qui tienne davantage compte de la personnalité, des intérêts et des possibilités des Etats du tiers monde, car l'avenir de ces pays ne peut se situer dans un refus de l'économie des pays développés.

En ce qui concerne l'endettement, nous savons bien que cette question démontre précisément cette intégration des uns et des autres et cette interdépendance, puisque l'endettement des pays du tiers monde peut faire sauter des banques de pays développés. Nous sommes donc tous intéressés à trouver un meilleur équilibre.

Enfin, ceux qui, comme M. Bonny, ont souligné le rôle de l'économie privée ont eu raison, car, avec ses règles, avec ses intérêts, l'économie privée joue un rôle crucial dans le développement du tiers monde. Cela exige, certes, un encadrement et une planification de la part des pays du tiers monde, qui ont aussi une responsabilité en la matière. Mais sans investissements de l'économie privée, le tiers monde ne pourra pas se développer et ses habitants, qui en ont pourtant tellement besoin, ne connaîtront aucune amélioration.

En conclusion, nous approuvons chaleureusement cette «opération» du Conseil de l'Europe et nous croyons à une vocation européenne de solidarité vis-à-vis du tiers monde. Il y a une longue tradition européenne à cet égard et nous croyons à cette solidarité. La Suisse doit, selon nous, Monsieur le Conseiller fédéral, s'engager de tout son coeur et de tous ses moyens, et selon sa vocation d'économie libérale, dans cette opération. Nous espérons que cette affaire où la Suisse est engagée se fera dans l'esprit que j'ai dit et non pas dans un esprit idéologique qui chercherait des coupables, car ce qui est certain c'est que le peuple suisse est prêt à marcher et à aller très loin dans la voie de la solidarité avec le tiers monde mais en le culpabilisant et en essayant de lui faire honte de sa propre économie, nous n'obtiendrons rien de lui.

M. Pini: «Misère, faim, indigence sont des facteurs qui favorisent toujours plus l'émigration vers les pays développés; ils peuvent être combattus à la source. Pour cette raison, il

faut continuer à renforcer, sous toutes les formes possibles, l'aide aux pays frappés par la crise». Il s'agit d'un passage de la déclaration que Mme Kopp, conseillère fédérale, a adressée au peuple suisse lors de la Journée du réfugié, le 18 juin, l'invitant à la tolérance et à la compréhension à l'égard des étrangers réfugiés dans notre pays.

La question de combattre à la source la misère dans les pays les plus pauvres du monde a été l'un des problèmes les plus marquants discutés lors de la Conférence européenne des parlementaires et des organisations non gouvernementales sur l'interdépendance et la solidarité Nord-Sud qui a eu lieu à Madrid du 1er au 3 juin dernier.

A cette occasion, j'avais évoqué la nécessité de reconsidérer la politique d'aide aux pays en voie de développement en adoptant une stratégie d'intervention qui puisse finalement améliorer graduellement les conditions de vie des populations les plus pauvres sur la base, pour moi essentielle, du respect des droits de l'homme. Au sujet de l'endettement des pays les plus pauvres, j'ai développé, toujours à Madrid, la thèse de l'annulation des dettes par les pays prêteurs du Nord.

J'ai dit et le répète aujourd'hui que je suis partisan de cette solution qui met en application les résolutions de la CNUCED et la résolution de Lisbonne. Je suis d'accord aussi avec les conclusions du groupe de travail sur la dette publique réunie à Londres le 15-16 février de cette année. Le tout récent sommet des Sept à Toronto annonce la poursuite de ses effets dans cette direction.

Il est vrai que les pays développés et les pays soi-disant riches du Nord, comme la Suisse, ont accordé des aides financières importantes aux pays pauvres. Mais comme je le disais lors du débat Nord-Sud, au cours de la session parlementaire du Conseil de l'Europe en janvier dernier, ces aides ont été octroyées après que plusieurs pays du riche Nord eurent, pendant de longues décennies puisé à la fois dans les ressources naturelles des pays pauvres. Je fais allusion à la période de la colonisation et à celle du grand développement industriel et de la consommation des pays aujourd'hui les plus développés du Nord après la fin de la Deuxième guerre mondiale.

Je considère que face au Sud, le Nord, à l'heure actuelle, est pratiquement plus que remboursé et qu'il ne faut pas demander, aujourd'hui, davantage aux pays saisis par la détresse la plus profonde. Ces pays connaissent le drame des migrations, les exodes dus à la misère, aux courants du désespoir qui frappent aussi nos frontières.

La proposition de l'annulation de la dette à l'égard des pays les plus pauvres a été partagée par la récente conférence de Madrid sur l'interdépendance et la solidarité Nord-Sud. Acceptant cet objectif, cette conférence a souligné la nécessité de fournir aux pays débiteurs une quantité plus importante de ressources supplémentaires, afin de promouvoir un développement autonome et continu libérant sans aucun conditionnement économique et financier leur capacité de production.

Je crois que la Suisse, pour sa part dans cette lutte contre la pauvreté du Sud, doit s'orienter vers ces objectifs. A mon avis, il faut surtout s'engager à créer des conditions de base pour garantir au maximum l'autonomie alimentaire. Cela signifie aider les populations intéressées à récupérer la fertilité de leurs terres en évitant la tentation de les exploiter au bénéfice des intérêts et des besoins industriels du Nord qui finalement brisent les possibilités d'une relance de la production alimentaire du Sud.

Je suis donc pour une nouvelle politique de conditions, je souligne une politique de conditions, envers les pays en voie de développement plutôt que pour une politique d'aide financière pendulaire qui finalement ne permet pas de considérer dans sa globalité leur véritable nécessité de développement civil. Il faut, en effet, soutenir concrètement, par une nouvelle stratégie d'aide, des conditions de vie sociale qui procurent parallèlement du travail pour ces populations en détresse croissante. Les inégalités de traitement, l'exploitation à tous les niveaux des intérêts matériels dans les rapports Nord-Sud, ont abattu plus d'un espoir de

redressement économique et social dans les pays sous-développés.

Aujourd'hui encore, en Occident, trois heures de travail suffisent pour acquérir un bien, alors qu'il en faut vingt dans un pays en voie de développement.

En concluant, je tiens à vous rappeler ce que M. Stontenberg, ministre des affaires étrangères de Norvège, a dit à Madrid, le 1er juin dernier: «Je suis content qu'il y ait un sommet Est-Ouest. Tous y sont intéressés, des politiciens aux journalistes. Mais je voudrais qu'il y ait une même prise de conscience sur le problème Nord-Sud qui met en jeu tout simplement notre sécurité».

Monsieur Felber, faites en sorte que notre gouvernement s'engage auprès d'autres gouvernements pour que la solidarité Nord-Sud devienne aussi, par l'interdépendance qui la détermine, la sécurité Nord-Sud.

M. Rebeaud: Je souhaite répondre à M. Eggly. Je suis dans la même situation que lui, car je n'avais pas non plus l'intention de prendre la parole dans ce débat, mais son intervention m'y oblige.

M. Eggly s'est penché avec une remarquable sollicitude sur les mécanismes secrets de notre psychisme. Il a supposé que nous reportions sur les peuples du tiers monde la haine ou l'esprit hostile à l'économie que nous avons développé chez nous. C'est deux fois faux.

D'abord, nous ne faisons pas de projection sur le tiers monde. Au contraire, nous réclamons que ce qui reste de l'identité culturelle de ces peuples soit préservé le plus possible, car, une fois que ces identités auront été ratiboisées, elles ne pourront plus être recréées ou récupérées. La perte sera irrémédiable.

Ensuite, à propos de l'économie, M. Eggly ou les membres du groupe libéral font une erreur – j'aimerais que ce genre de fausse accusation cesse – en prenant le tout pour la partie. C'est une simple question de logique. Ce n'est pas parce que je critique quelqu'un que je suis opposé à son existence; ce n'est pas parce que je relève le défaut d'une institution que je veux sa mort, et ce n'est pas parce que nous critiquons ou, à l'occasion, condamnons certains défauts graves du fonctionnement actuel du système économique, que vous avez le droit de prétendre que nous sommes contre l'économie. Ce n'est pas vrai, et j'espère que c'est la dernière fois que j'aurai à le dire.

Ott: Ich möchte zunächst Herrn Bundesrat Felber herzlich dafür danken, dass er gleich eingangs der bundesrätlichen Erklärung so deutlich betont hat, dass es hier im Verhältnis zwischen Nord und Süd nicht einfach um Hilfe geht, sondern um Austausch, um Dialog. Ich möchte dazu, um nicht oft Gesagtes zu wiederholen, nur einen einzigen Gedanken einbringen.

Anlässlich meines kürzlich erfolgten, ersten persönlichen Informationsbesuches beim EG-Parlament bin ich auf etwas gestossen. Ich habe schon in der Richtlinien-Debatte davon gesprochen und festgehalten: Auch wenn wir – was auch meine eigene Ueberzeugung ist – gegenwärtig der EG nicht beitreten können, müssen auf mittlere Sicht doch verschiedene Varianten einer Annäherung und Verbindung offenbleiben. Brüssel allein ist nicht die EG! Das Europäische Parlament ist der Ort, wo sich langfristig die Entwicklungen anbahnen.

Wir können von dieser Realität, von diesem Europa der Zwölf auch etwas lernen, zum Beispiel auf dem Gebiete der Nord-Süd-Solidarität, wenigstens in einem wichtigen Punkt. Ich möchte jene unter Ihnen, die es noch nicht kennen, mit dem Modell des Lomé-Prozesses bekanntmachen. Durch die Verträge von Lomé (Togo) – «Lomé III» wurde im Jahre 1984 abgeschlossen – hat die EG als Ganzes mit meines Wissens 66 Entwicklungsländern einen umfassenden langfristigen Kooperationsvertrag abgeschlossen. Das Abkommen gewährt den betreffenden Drittweltländern (sogenannten AKP-Staaten, da es sich um Staaten aus Afrika, der Karibik und dem Pazifik handelt) unter anderem für ihre Exportprodukte freien Zugang zum europäischen Markt. Es

schaft stabile Rohstoffpreise und damit zuverlässigere Zukunftsaussichten für die betroffenen Drittweltstaaten. Es handelt sich aber auch um ein sogenanntes dynamisches, das heisst ausbaufähiges Abkommen, das nach und nach auf weitere Bereiche möglicher Zusammenarbeit ausgedehnt werden kann.

Das Abkommen hat auch ein eigenes parlamentarisches Organ konstituiert, ein paritätisches Parlament von Europa- und Drittwelt-Parlamentariern, die sich zweimal im Jahr (einmal in Europa, einmal in einem AKP-Land) versammeln; dort können alle Fragebereiche von gemeinsamem Interesse behandelt und neue Vereinbarungen angeregt und vorbereitet werden.

Dieses Modell ist als solches interessant. Es weist neue Perspektiven einer effektiven Nord/Süd-Solidarität und Nord/Süd-Zusammenarbeit auf, denn das Gewicht der Solidarität, der menschlichen Begegnung, des menschlichen Kontaktes und der kontinuierlichen sachlichen Beratung zwischen Parlamentariern, zwischen Politikern, wiegt meines Erachtens noch schwerer als eine Solidarität, die dem einzelnen Politiker nur auf dem Papier begegnet, selbst wenn es sich dabei um grosse Beiträge und grosszügige Hilfe handelt.

Man könnte sich ernstlich fragen, ob sich nicht auch die Schweiz als neutrales Land im Verein mit anderen Staaten, z. B. mit EFTA-Staaten, mit befreundeten neutralen Ländern, mit Gruppen von ärmeren Drittwelt-Ländern, die solcher Zusammenarbeit bedürfen, an ähnlichen Aktivitäten, an ähnlichen Aktionen, beteiligen könnte oder sogar die Initiative für solche neuen Vorhaben ergreifen könnte.

Es wäre in diesem Zusammenhang auch zu fragen, ob solche gemeinsamen Unternehmungen nicht geeignet wären, den von vielen erwünschten Zusammenhalt unter den EFTA-Staaten zu stärken.

Ich kann im jetzigen Zeitpunkt vom Vorsteher des EDA keine eingehende Erörterung dieses neuen Fragenkomplexes erwarten, aber ich wollte die Debatte über die Nord/Süd-Solidarität nicht vorbeigehen lassen, ohne auf dieses interessante Modell, diese interessante Perspektive der Nord/Süd-Zusammenarbeit hingewiesen und sie dem Bundesrat und Ihnen zum Ueberdenken mitgegeben zu haben.

Frau Bäumlin: Was ist das, eine Kampagne? Man muss zu diesem Begriff immer noch etwas hinzusetzen. Hier wird hinzugesetzt Nord-Süd-Kampagne, aber das ist mir zu sehr Leerformel, umso mehr als das Wort Kampagne auch einen gefährlichen Ton und Anstrich haben kann. Das ist mir aufgegangen, als ich letzthin hörte, dass die Invasion indischer Truppen in Sri Lanka, wie sie übrigens von Indien – immer mit militärischer Unterstreichung – schon mehrmals durchgeführt worden ist, als Peace Campagne bezeichnet wird.

Ich habe bei Gabrielle Nanchen natürlich eine andere Erklärung gefunden. Sie hat von einer Blickwechsel-Kampagne gesprochen, also man müsse einmal aus einem anderen Blickwinkel das Problem anschauen. Das sei der Sinn dieser Kampagne. Herr Bundesrat Felber hat vorhin in seinem Votum von einer «campagne de sensibilisation» gesprochen, wenn ich recht verstanden habe. Das ist auch gut. Dann haben wir die Voten der Herren Bonny, Rohrbasser und Eggly gehört. Bei Herrn Bonny habe ich ein wenig von einer Familienplanungskampagne gehört, bei Herrn Rohrbasser von einer Oeffnungskampagne, die mich sehr an die machtvolle, an die kriegerische Oeffnung, z. B. von Japan, erinnert hat. Bei Herrn Eggly bin ich nicht ganz sicher, ob er nicht von einer Ideologie-Kampagne gesprochen hat und wen er damit gemeint hat. Jedenfalls hat er uns eine solche vorgeworfen.

Am Schluss seiner Rede hat Herr Bundesrat Felber noch etwas gesagt, worauf ich jetzt ganz kurz eingehen möchte. Es ist schon viel gesagt worden dazu, aber etwas scheint mir ganz wichtig. Ungefähr im letzten Satz hat er gesagt, dass die Dritte Welt ein konkretes Zeichen von uns erwarte. Ich möchte jetzt einfach fragen, was heisst das für uns im Nationalrat?

Ich finde, wir sollten anfangen, noch konkreter zu reden, zu parlieren, als Parlament. Das heisst für mich, dass wir nicht länger einfach von Ländern, auch nicht von armen Ländern, von Schulden, Märkten und harmonisierend von Kulturen und Entwicklung an sich reden dürfen, sondern wir müssen von den dahinterliegenden Interessen, von den heimlichen oder oft verheimlichten Kosten der Weltwirtschaft reden. Diese Weltwirtschaft ist ja seit einiger Zeit – wir haben das schon gehört – mit der Verschuldung vieler südlicher Länder in Schwierigkeiten geraten, die nun mit Entschuldungsmassnahmen behoben werden müssen.

Hier müssen wir auch fragen: Was heisst das konkret und wer soll das letztlich bezahlen? Nicht nur auf dem Papier, nicht nur mit Zahlen, sondern im täglichen Leben. Wer bezahlt das wirklich? Nicht mit Geld, sondern mit dem Leben und der ganzen Existenz, mit Schwierigkeiten und Leid.

Danach müssen wir fragen, was immer in der Sache wir hier beschliessen. Die ganze Entwicklung des Südens durch den Norden war für uns ja sehr profitabel, auch das ist schon festgestellt worden, und ich kann es nur unterstreichen.

Hierzulande haben wir demokratische Institutionen, so dass wir immer fragen können, wem etwas nützt, und einigermassen für Ausgleich und Gerechtigkeit sorgen können. Wir müssen aber vermehrt auch fragen, wem es schadet, wen es am härtesten trifft und wer sich am wenigsten wehren kann, z. B. gegen die Rosskuren des IWF, wie sie in der letzten Zeit bekannt geworden sind, oder gegen die Bedingungen, die wir an konkrete Hilfe immer noch knüpfen, auch wenn wir es nicht wahrhaben wollen.

In diesem Sinne wollte ich die Forderung von Bundesrat Felber nach konkreten Zeichen der Solidarität unterstützen. Also, ich grüsse Sie bis zum nächsten Entscheid bezüglich des Internationalen Währungsfonds. Dann werden wir an die bedrohtesten Menschen in den verschuldeten Ländern denken müssen. Was wir brauchen, sind Entwicklungsprogramme mit menschlichem Gesicht! Das heisst für mich konkrete Solidarität.

Frau Fankhauser: Ich bitte Sie, mein kurzes Votum als Kontrastprogramm zum Votum von Herrn Eggly, der vorher das Hohelied der Wirtschaft in den härtesten Tönen gesungen hat, zu betrachten. Ich habe Schlagzeilen vor mir: «Menschenhandel aufgefloten», «Tessiner Paar handelte mit Thailänderinnen», «Thai-Frau flüchtete ins Frauenhaus». Was haben diese Schlagzeilen mit unserer Debatte Nord/Süd zu tun? Ich glaube einiges, und zwar sind diese Schlagzeilen die eklatanteste Demonstration der Ausbeutung, der Armut und der Verachtung der Frauen, das heisst der Menschen. Die Muster der Ausbeutung sitzen sehr tief in vielen Köpfen. Ich will niemandem in diesem Saal unterstellen, er hätte auch solche Muster im Kopf – Göttin behüte es! Ich hoffe aber, es könnte uns gelingen, diese Muster der Ausbeutung und der Menschenverachtung aus den Köpfen auszurotten, weil diese Muster einen permanenten Angriff auf die Würde des Menschen darstellen. Verschiedene Massnahmen im Inland sind nötig, um den Menschenhandel mit allen seinen Formen zu unterbinden. Herr Bundesrat Felber hat gesagt, dass die Beziehungen zur Dritten Welt sehr oft in Worte der Hilfe eingebunden sind. Wir haben in diesem konkreten Fall bei uns anzufangen. Mein Anliegen ist es, dass die Achtung der Menschenwürde unablässig erlernt und geübt wird. Es ist eine Frage der Information, des Engagements und des Geldes. Es braucht eine Bewegung, die alle Verletzungen der Menschenwürde aufdeckt, vielleicht mit speziellen Programmen. Ich bin froh, dass das Departement spezielle Projekte für Frauen in der von uns so genannten Dritten Welt entwickelt hat, weil nämlich allzu oft die Fortschritte der Entwicklung nach den Massstäben der Männer oder der Wirtschaft beurteilt werden. Zu oft hat unter anderem der wirtschaftliche Fortschritt den Frauen Funktions- und Prestigeverlust gebracht und als Folge dessen die Verelendung. Wir wissen es doch alle: Die Achtung der Menschenwürde ist der erste Schritt zum Frieden. Für

mich heisst es jetzt: Nach den guten Worten sollen mutige Taten folgen.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.30 Uhr
La séance est levée à 12 h 30*

**Interpellation der Kommission für auswärtige Angelegenheiten Kampagne des
Europarates. Nord/Süd-Interdependenz und -Solidarität**

**Interpellation de la Commission des affaires étrangères Campagne du Conseil de l'Europe.
Interdépendance et solidarité Nord-Sud**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1988
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.445
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.06.1988 - 08:00
Date	
Data	
Seite	814-824
Page	
Pagina	
Ref. No	20 016 395

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.